

Dégonflons la dette !

La dette publique explose et le gouvernement comme le « projet Hollande » prévoient de supprimer les déficits en diminuant les dépenses de l'État. Cela va se traduire par toujours plus d'AUSTERITE !



A Mâcon comme dans 150 autres villes de France et d'Europe, un Collectif pour un Audit Citoyen de la dette (CAC 71) s'est constitué pour dénoncer ce **HOLD UP social** !

Non cette dette n'est pas légitime.
Nous refusons de la payer !
Nous dénonçons les affirmations mensongères qu'on nous assène en boucle :

• **NON, nous ne vivons pas au dessus de nos moyens. Non ce n'est pas l'excès de dépenses publiques qui est à l'origine de cette dette.**

Avant la crise, les dépenses publiques avaient même tendance à diminuer : 55 % du PIB* en 1993, 52 % en 2007.

• **NON la dette n'est pas l'héritage que nous laissons à nos enfants**, ce n'est pas un problème de **générations** mais un problème de **CLASSES SOCIALES** où les plus riches font payer les plus pauvres !

• **Non le budget d'un État n'est pas comme celui d'une famille** ou d'une entreprise. Un État décide du montant de ses dépenses et de ses **recettes**. C'est bien parce que les recettes ont chuté que les déficits sont si importants et que la dette explose. Les recettes de l'État représentaient 22,5% du PIB* en 1982 mais plus que 15,1% en 2009 !

• **OUI, il y a des ALTERNATIVES** à cette politique libérale qui ne sert que les intérêts des plus riches et de la **FINANCE**.

PIB* : Produit Intérieur Brut = somme des « richesses » produites par un pays en 1 an.

Nos prochains rendez-vous :

- Les mardis de la dette les mardis à 18H30...
- Conf. débat de Raoul Marc Jennar le 28 février à 20h amphithéâtre Guillemin.
- Conférence gesticulée sur les Services Publics le 30 mars salle Gambetta.



L'explosion de la dette a 2 raisons principales :

● **La baisse des impôts** au bénéfice des plus riches et des grandes entreprises. En 1986, la dernière tranche d'impôts sur le revenu était à 65%, elle n'est plus qu'à 41%. L'impôt sur les grosses successions et sur le patrimoine a fondu. Les revenus financiers sont toujours moins imposés que ceux du travail... et les niches fiscales permettent aux entreprises du CAC 40 de payer 8% d'impôts sur les bénéfices alors que les artisans et les petites entreprises payent 30% ! En tout c'est plus de **150 milliards d'€** qui manquent dans les caisses de l'État chaque année.

● **Le hold-up de la finance !** Depuis la loi Giscard/Pompidou de 1973, reprise dans les traités européens (art.123 du traité de Lisbonne), les États n'ont plus le droit de faire financer leurs déficit par les Banques Centrales. Elles doivent maintenant emprunter sur les marchés financiers... les assurances, les fonds de pensions, les banques qui elles se re-financent auprès de la Banque Centrale à très bas taux (1%) et spéculent contre les ETATS !

LA FRANCE A PAYÉ 1400 MILLIARDS D'INTÉRÊTS SUR LA DETTE EN 30 ANS, ET DANS LE MÊME TEMPS CETTE DETTE A AUGMENTÉ DE 1350 MILLIARDS D'€ !

● De plus, **la part des revenus du travail** a diminué de près de 10 points de PIB au bénéfice des revenus du capital ! En 2011 les entreprises françaises ont versé **210 milliards d'€ de dividendes à leurs actionnaires.**

NOUS VOULONS...

Un Big BANG fiscal

- avec un Revenu Maximum Admissible.
- avec un impôt juste sur les bénéfices des grandes entreprises.
- En taxant les revenus du capital au même niveau que ceux du travail.
- En rétablissant des droits de succession au-delà d'un plafond.



Casser les reins à la finance :

- Réformer les statuts de la Banque Centrale Européenne et le traité de Lisbonne.
- Socialiser des banques c'est à dire les placer sous contrôle de la société, pour qu'elles financent des activités utiles socialement et écologiquement.
- séparer les banques de dépôts et les banques d'investissement.
- Taxer les Transactions Financières, sur tous les échanges à un taux de 0,1 % dont le produit servira à financer les Biens Publics Mondiaux et non à rembourser la dette, donc la finance.
- Exiger une juste répartition des revenus du travail et ceux du capital.

Imposons un audit citoyen de la dette.

Collectif pour un audit citoyen de la dette composé localement de : AIAPEC, ATTAC, Europe Ecologie les Verts, Femmes Solidaires, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Front de gauche, FSU, Groupe libertaire, LDH, NPA, Parti communiste, Parti de gauche, Solidaires

cac71.macon@yahoo.fr

<http://local.attac.org/71/spip.php?rubrique79>